**A l’école primaire, le resserrement sur les apprentissages dits fondamentaux signifie une réduction de l’ambition scolaire**

## Tribune

Publié le 21/11/2023 à 06h30, modifié à 10h24 Temps de Lecture 5 min

**Dans une tribune au « Monde », un collectif composé de responsables du syndicat majoritaire du primaire Snuipp-FSU et d’une cinquantaine de personnalités de l’éducation explique pourquoi centrer les politiques éducatives sur la maîtrise des savoirs fondamentaux ne permet pas de construire une culture commune à la hauteur des enjeux démocratiques.**

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/11/21/a-l-ecole-primaire-le-resserrement-sur-les-apprentissages-dits-fondamentaux-signifie-une-reduction-de-l-ambition-scolaire_6201434_3224.html>

Permettre à toutes et tous d’acquérir une culture commune offrant les outils pour penser et transformer le monde afin de répondre aux enjeux écologiques et sociaux : telle est l’ambition qu’une démocratie devrait assigner à l’école. La période que nous vivons, marquée par l’intrication des crises climatique, sanitaire, sociale et politique, des tensions et conflits internationaux, montre à quel point la maîtrise de savoirs complexes est indispensable pour agir en citoyenne et citoyen éclairé et émancipé.

À rebours de cette ambition, la politique éducative déployée lors du quinquennat précédent a érigé le « lire, écrire, compter, respecter autrui » comme seul horizon de l’école primaire. Ce resserrement sur les apprentissages dits « fondamentaux » signifie une réduction de l’ambition scolaire, réduisant la place de pans entiers de savoirs pourtant indispensables à la réussite scolaire et à la compréhension du monde. À cela s’ajoute la focale mise sur un apprentissage technique des compétences les plus instrumentales de ces disciplines jugées fondamentales, au détriment d’autres compétences de plus haut niveau et de l’exigence d’un accès de tous les élèves aux savoirs complexes et au sens des apprentissages. Loin de réduire le caractère inégalitaire de notre système scolaire, cette politique éducative l’a, au contraire, renforcé en pénalisant en premier les élèves des classes populaires.

## Système déjà éprouvé

Le ministre de l’éducation nationale, Gabriel Attal, a décidé de poursuivre dans cette logique en promettant un *« choc des savoirs »* en serrant toujours plus fort la vis des *« fondamentaux »*. A cette fin, il crée une mission *« exigence des savoirs »* censée délivrer ses conclusions en l’espace de deux mois pour une application à la rentrée 2024.

Une fois de plus, c’est dans l’urgence que l’avenir de l’école et des élèves se décide. Alors que l’école a besoin de stabilité et de temps long, une nouvelle révision des programmes et une remise en cause de l’organisation de l’école en cycles sont annoncées. Ces modifications entraîneraient un bouleversement en profondeur d’un système déjà éprouvé par les incessantes révisions de programme et multiples réformes et dispositifs empilés ces dernières années. Or, nous le savons, une réforme ne peut aboutir que si elle rencontre l’adhésion des personnels. Qui peut croire qu’une consultation numérique leur permettra d’être associés et de témoigner de leur expertise professionnelle ?

Récemment, le ministre exposait dans la presse sa conception des apprentissages en lecture et écriture, se permettant de donner des injonctions aux professionnels de l’éducation que sont les professeurs. Imagine-t-on le ministre de la santé prescrire un protocole de consultation clinique aux professionnels de la santé ? Le tout sans jamais considérer la réalité des conditions d’enseignement et d’apprentissage des élèves, comme le nombre d’élèves par classe, domaine qui relève davantage de ses prérogatives et à propos duquel il n’a aucune proposition à faire… Le métier de professeur des écoles est un métier de haute qualification, complexe, fondé sur la capacité à analyser ce qui fait obstacle aux apprentissages chez les élèves tant d’un point de vue didactique que cognitif et sur la capacité pédagogique et didactique à prévenir les difficultés et à y remédier, ce qui suppose un solide bagage de gestes professionnels.

En France, la pédagogie est éclairée par de multiples travaux de recherche effectués et publiés en sciences de l’éducation et dans d’autres domaines de la recherche par des universitaires en lien avec le terrain qu’est la classe. Ces travaux sont étayés et montrent la complexité des processus d’apprentissage, en particulier l’importance d’acquérir des compétences de haut niveau, telle que la compréhension en lecture. La profession enseignante n’a donc que faire des injonctions d’un ministre, basées sur des convictions stéréotypées qui entretiennent la vision nostalgique et passéiste d’une école qui réalisait le tri social à l’issue de la scolarité primaire.

## Baisser le nombre d’élèves par classe

Le rôle d’un ministre est de donner les moyens aux professionnels de remplir leur mission, et alors que le budget 2024 a été présenté et prévoit la suppression de plus de 1 700 postes dans le premier degré, il est clair que cette mission *« exigence des savoirs »* ne s’accompagnera pas de moyens pour l’école. Pourtant, beaucoup d’experts le disent, il faudrait profiter de la baisse démographique pour diminuer significativement le nombre d’élèves par classe. Par ailleurs, il faut garantir la formation des personnels de l’éducation à toute la recherche, par une formation initiale et continue de qualité, renforcer la place des mouvements pédagogiques, œuvrer à respecter les métiers de l’enseignement pour permettre à l’école de relever les défis qui lui sont posés.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Avec la baisse du nombre d’élèves, l’éducation nationale à l’heure de choix politiques majeurs](https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/09/04/avec-la-baisse-du-nombre-d-eleves-l-education-nationale-a-l-heure-de-choix-politiques-majeurs_6187701_3224.html)

Ajouter à vos sélections

Nous, chercheuses et chercheurs, formateurs et formatrices, personnels des écoles, partenaires de l’école, nous adressons solennellement au ministre : la rupture avec des « fondamentaux » altérant les savoirs et les situations d’apprentissage est indispensable. Considérant que toutes et tous sont capables, nous affirmons que l’école doit garantir aux élèves les moyens d’acquérir tous les savoirs nécessaires à l’émancipation individuelle et collective. Face à la gravité des situations climatiques et sociales, c’est un enjeu de justice sociale. Accorder la priorité à l’école primaire, y associer les personnels, pour donner un nouveau souffle à notre démocratie !

**Cécile Allard,** maîtresse de conférences en didactique des mathématiques ; **Marc Bablet,** inspecteur d’académie honoraire ; **Elisabeth Bautier,** professeure des universités émérite ; **Morgane Beaumanoir-Secq,** maîtresse de conférences en sciences de l’éducation ; **Jacques Bernardin,** président du Groupe français d’éducation nouvelle ; **Véronique Boiron,** maîtresse de conférences en sciences du langage et didacticienne ; **Stéphane Bonnery,** professeur en sciences de l’éducation ; **Dominique Bucheton,** professeur honoraire des universités en sciences du langage et de l’éducation ; **Philippe Champy,** ancien éditeur ; **Yvanne Chenouf,** ex-enseignante et formatrice en lecture et écriture ; **Edwige Chirouter,** professeure des universités en philosophie de l’éducation ; **Pascal Clerc,** professeur des universités en géographie ; **Anne Clerc-Georgy**, professeure ; **Sylvain Connac,** professeur des universités en sciences de l’éducation et de la formation ; **Guislaine David,** co-secrétaire générale et porte-parole de la FSU-SNUipp ; **Jacques David,** maître de conférences en sciences du langage ; **Laurence De Cock,** historienne et enseignante ; **Julien Delaye,** professeur de philosophie et formateur en Institut national supérieur du professorat et de l’éducation ; **Marc Douaire,** président de l’observatoire des zones prioritaires ; **Daniel Frandji,** professeur en sciences de l’éducation ; **Fanny Gallot,** historienne ; **Claudine Garcia Debanc,** professeure émérite en sciences du langage ; **Pascale Garnier,** sociologue, professeur en sciences de l’éducation ; **Rachel Gasparini,** professeure des universités en sciences de l’éducation ; **Roger-François Gauthier,** Inspecteur général honoraire ; **Patrick Geffard,** professeur émérite en sciences de l’éducation et de la formation ; **Patrice Gourdet,** maître de conférences en didactique du français ; **Christophe Joigneaux,** professeur des universités en sciences de l’éducation ; **Sylvie Joublot-Ferre,** docteure en géographie ; **Séverine Kakpo,** maîtresse de conférences en sciences de l’éducation ; **Samah Karaki,** neuroscientifique, autrice ; **Bernard Lahire,** sociologue ; **Gwénaël Le Guevel,** président du Cercle de recherche et d’action pédagogiques ; **Claude Lelièvre,** historien de l’éducation ; **Xavier Leroux,** professeur des écoles et chercheur en didactique de la géographie ; **Yann Lhoste,** professeur des universités en sciences de l’éducation et de la formation ; **Philippe Meirieu,** professeur honoraire en sciences de l’éducation ; **Julien Netter,** maître de conférences en sciences de l’éducation ; **Denis Paget,** professeur de lettres, ancien membre du conseil supérieur des programmes ; **Gaël Pasquier,** formateur et chercheur en sociologie ; **Christine Passerieux,** autrice ; **Sébastien Pesce,** professeur en sciences de l’éducation ; **Sylvie Plane,** professeure émérite de sciences du langage ; **Alexandre Ploye,** maître de conférences en sciences de l’éducation ; **Patrick Rayou,** professeur émérite en sciences de l’éducation ; **Yves Reuter,** professeur émérite en sciences de l’éducation ; **Bruno Robbes,** professeur des universités en sciences de l’éducation et de la formation ; **Jean-Yves Rochex,** professeur émérite en sciences de l’éducation ; **Florence Savournin,** enseignante-chercheuse ; **Blandine Turki,** cosecrétaire générale de la FSU-SNUipp ; **Agnès Van Zanten,** directrice de recherches au CNRS ; **Nicolas Wallet,** cosecrétaire général de la FSU-SNUipp.

Collectif